

du pillage ne succédât la trahison ou la débandade, et il crut de son devoir de courir au plus pressé. Il prit sous sa responsabilité, dans l'intérêt du trône impérial prêt à s'écrouler, d'ordonner au payeur général français une avance de cinq millions, nécessaire pour faire subsister les Impérialistes.

Parmi bien d'autres, nous avons choisi la lettre de l'empereur, qu'on va lire, comme digne d'être citée, parce qu'elle détermine exactement la nature des rapports qui existaient à cette époque entre notre quartier général et la cour de Mexico, déjà éprouvée par la mauvaise fortune.

Palais de Mexico, le 5 février 1866.

Mon cher maréchal,

Je viens d'apprendre le précieux service que vous avez rendu à mon gouvernement, en lui venant en aide tout récemment par suite d'une crise financière difficile.

Veuillez agréer mes très sincères remerciements pour la discrétion et la cordialité avec lesquelles vous avez agi dans cette circonstance délicate, et qui, pour moi, doublent le prix de ce service.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Ce service * rendu à la couronne mexicaine déplut à Paris. Le maréchal Bazaine ne fut pas approuvé par le cabinet des Tuileries. Il reçut pour instructions de ne plus consentir aucune avance au trésor mexicain. La chute de l'empire n'était plus douteuse; son agonie commençait.

* Le Corps législatif a sanctionné plus tard cette dépense.

VII

Le maréchal n'avait pourtant pu rester sourd au cri d'angoisse du gouvernement mexicain; car son dernier appel avait été navrant. Le président du conseil, M. de Lacunza, un des mexicains les plus éclairés et citoyen véritablement dévoué à son pays, avait réclamé le secours de la France par une lettre trop émouvante pour que nous la passions sous silence. Ce document, plein de révélations sur la politique du cabinet français, marquera la date d'une des douloureuses étapes de l'empire créé par nos mains et marchant au précipice creusé par l'intervention.

Mexico, le 28 avril 1866.

A Son Excellence, M. le maréchal Bazaine.

Très estimé maréchal,

J'ai eu l'honneur, hier, de vous rendre visite, et vous savez que le principal objet de cette visite a été de manifester à Votre Excellence l'irréfusable nécessité de continuer au Trésor mexicain les avances de fonds que lui a faites, ces mois derniers, le

Trésor français. Je veux aujourd'hui répéter à Votre Excellence mes instances les plus urgentes sur le même sujet, et lui répéter, aussi, dans quelles circonstances nous nous trouvons, et à quels résultats nous devons nous attendre, si nous n'en sortons pas promptement.

Chargé depuis peu de jours de la direction des affaires financières, je peux dire les choses telles qu'elles sont, puisqu'elles n'engagent pas ma responsabilité; et ces choses ne sont point une nouveauté pour Votre Excellence, qui les connaît bien. Leur franche exposition lui permettra de s'écrier : « Cet homme dit la vérité! »

La situation militaire, sous le point de vue des finances, est bien connue de Votre Excellence. Dans le nord, la division Mejia vit péniblement en consommant les faibles ressources de la localité dans laquelle elle se trouve, en faisant des emprunts presque forcés, et en tirant en outre sur Vera-Cruz des sommes importantes.

Dans ce même nord, les troupes que commande Quiroga n'ont matériellement pas d'aliments, et ce chef se voit obligé de faire payer, en avance, les contributions de toute une année, d'exiger malgré cela des emprunts, et de placer les citoyens qui résident là où ils se trouvent dans la nécessité d'émigrer pour ne pas être victimes de vexations.

Dans le sud, les troupes, qui sont sous les ordres de Franco, ne peuvent sortir de Oajaca pour se porter à l'encontre des ennemis qui les menacent, parce que la solde journalière du soldat n'est pas assurée, et parce qu'il n'y a pas de fourrage pour les chevaux.

Dans le centre de l'empire, c'est pour des raisons semblables que Florentino Lopez * a perdu tant de jours avant de se mouvoir pour sortir de San-Luis.

* Général décédé à Matehuala.

Les troupes austro-belges sont endettées de près d'un demi-million de piastres; et, avant que Votre Excellence ne les ait fait payer par le Trésor français, elles auront dépensé leur dernier centime et consommé toutes les provisions de leurs places de guerre.

Il est inutile de pousser plus loin le triste tableau de la pénurie de nos ressources au point de vue militaire; Votre Excellence la connaît, et à Elle-même, lorsqu'Elle a demandé qu'on vint pécuniairement au secours de certains corps de troupes mexicaines, j'ai dû répondre qu'il n'y avait pas moyen de le faire.

Cependant, que se passe-t-il dans la caisse centrale de Mexico, Là, ce sont diverses traites tirées sur elle, et dont le montant s'élève à environ trois cent mille piastres, qui n'ont pas été payées, et pour lesquelles il n'y a pas d'espérance de paiement; ce sont des exigences très urgentes auxquelles on ne saurait faire face. Ce sont, enfin, les troupes de la garnison auxquelles on doit la solde de près de deux mois.

Vos instructions portent que vous ne devez plus faire d'avances au Mexique. Ces instructions se trouvent directement en contradiction avec les intentions amicales et la politique elle-même de l'Empereur.

Y a-t-il un remède à cette situation? Certainement il y en a un, et ce n'est pas moi qui l'affirme; c'est M. Langlais qui l'a dit, lui qui possédait toute la confiance de la France, et en était certainement digne.

Quel est ce remède? Il consiste en un nouveau système financier par lequel les dépenses seront diminuées, et les revenus augmentés. Déjà ce système est arrêté en projet, presque rédigé, et en grande partie mis en pratique.

Toutes les dépenses ont été réduites au plus bas chiffre, en commençant par la liste civile de l'empereur; Sa Majesté se contente du tiers de la liste assignée, il y a près d'un demi-siècle, à l'empereur Iturbide. On élabore, comme Votre Excellence le

sait, l'ordre nouveau qui doit être exigé dans les revenus publics, et duquel on attend leur plus grande augmentation : et l'on prépare les nouveaux impôts, dont une partie est déjà appliquée, par exemple, dans les douanes maritimes.

Mais il n'est pas donné à l'homme de retarder ni d'accélérer la marche du temps, et c'est là l'élément de toute espèce de bien ou de progrès. Pour produire leur effet, les nouveaux plans, qui, j'en ai la confiance, ne tromperont pas nos espérances, ont inévitablement besoin d'une certaine période de temps pour leur mise en pratique.

Pendant cette période de transition, il faut compter sur quelque chose; ce ne peut encore être les ressources nouvelles, et il est nécessaire que ce soit la France qui nous le fournisse. Cette vérité, aussi, fut reconnue et mise en pratique par M. Langlais.

Lors de sa mort, bien regrettée, les secours matériels furent un moment interrompus, et le gouvernement dut subir la loi des capitalistes auxquels il s'adressa. Votre Excellence n'ignore pas ce qu'il en advint : des affaires ruineuses en tout point, telles qu'on doit en faire sous la pression de la nécessité, donnèrent au gouvernement des ressourcés qui durèrent huit jours, et le discréditèrent pour beaucoup plus de temps, l'obligeant à employer, pour le remboursement, jusqu'à une partie des rentes maritimes, avec lesquelles on devait payer les emprunts extérieurs.

Tel est le résultat produit par le retrait de la Coopération Française avant le temps voulu.

Je dirai quelques mots de plus sur ces résultats. Votre Excellence comprendra que le fait de ce qu'une grande partie des Mexicains ont accepté l'intervention française, de ce qu'ils ont également accepté l'empire et le soutiennent aujourd'hui, en dépit des principes républicains, qui furent ceux de leur enfance, constitue un argument puissant; car à l'idée d'intervention et

d'empire, se rattache celle de bonne foi, d'ordre, de fidélité du gouvernement et, conséquemment, celle de l'indépendance de la race latine dans le Nouveau-Monde. Telle a été du moins la manière dont a été comprise ici la grande conception de l'empereur Napoléon.

Jusqu'à ce jour, l'empire et l'intervention ont joué un rôle satisfaisant. Les désordres dans le département des finances (celui dont nous nous occupons pour le moment) avaient disparu, les paiements étaient ponctuels, les revenus n'étaient plus exposés aux spéculations de l'agiotage, et les emprunts souscrits en Europe présentaient une forme régulière. Si après avoir épuisé les ressources produites par ces emprunts, comme cela a lieu, l'empereur se voit obligé à ne plus payer les dépenses, et à entrer dans la voie de l'antique désordre, tout le bien produit par le nouveau système et toutes les espérances conçues deviendront problématiques. Le résultat final s'obtiendra, mais les sacrifices et les nouvelles dépenses qu'il exigera se prolongeront et se multiplieront de telle façon, que personne ne peut les prévoir aujourd'hui.

L'alternative pour Votre Excellence est donc celle-ci : ou bien imposer aujourd'hui au Trésor français une charge légère pour terminer une œuvre entreprise par l'empereur Napoléon, laquelle est grande et utile en elle-même : ou bien vous abstenir de le faire, et imposer en conséquence à ce même Trésor français des dépenses et des sacrifices beaucoup plus grands.

L'entreprise ne peut être abandonnée : Votre Excellence la terminera-t-elle à peu de frais ? Ou bien laissera-t-elle à son gouvernement la tâche de la terminer au prix de sacrifices immenses ?

Telle est la question, monsieur le Maréchal, que soumet à Votre Excellence votre ami sincère et très affectueux

J. M. A. DE LACUNZA.